

ÉLEVAGE EN AFRIQUE

La FAO alerte sur les zones pastorales les plus exposées à la sécheress



Alors qu'un nouvel épisode El Niño pourrait se former dans les prochaines semaines, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) met en garde contre des risques élevés pour les cultures, les pâturages, le bétail et les moyens d'existence des communautés rurales. L'Afrique, en particulier le Sahel et l'Afrique australe, figure parmi les régions les plus vulnérables.

POUR MODERNISER SA FILIÈRE AVICOLE

Le Ghana explore des pistes de coopération avec l'Egypte



MALI

La rareté du bétail fait flamber le prix de la viande



Longtemps considéré comme l'un des grands pays d'élevage d'Afrique de l'Ouest, le Mali fait aujourd'hui face à une situation paradoxale. Malgré un important cheptel composé de millions de bovins, d'ovins et de caprins, la viande devient progressivement un produit de plus en plus coûteux pour les ménages.

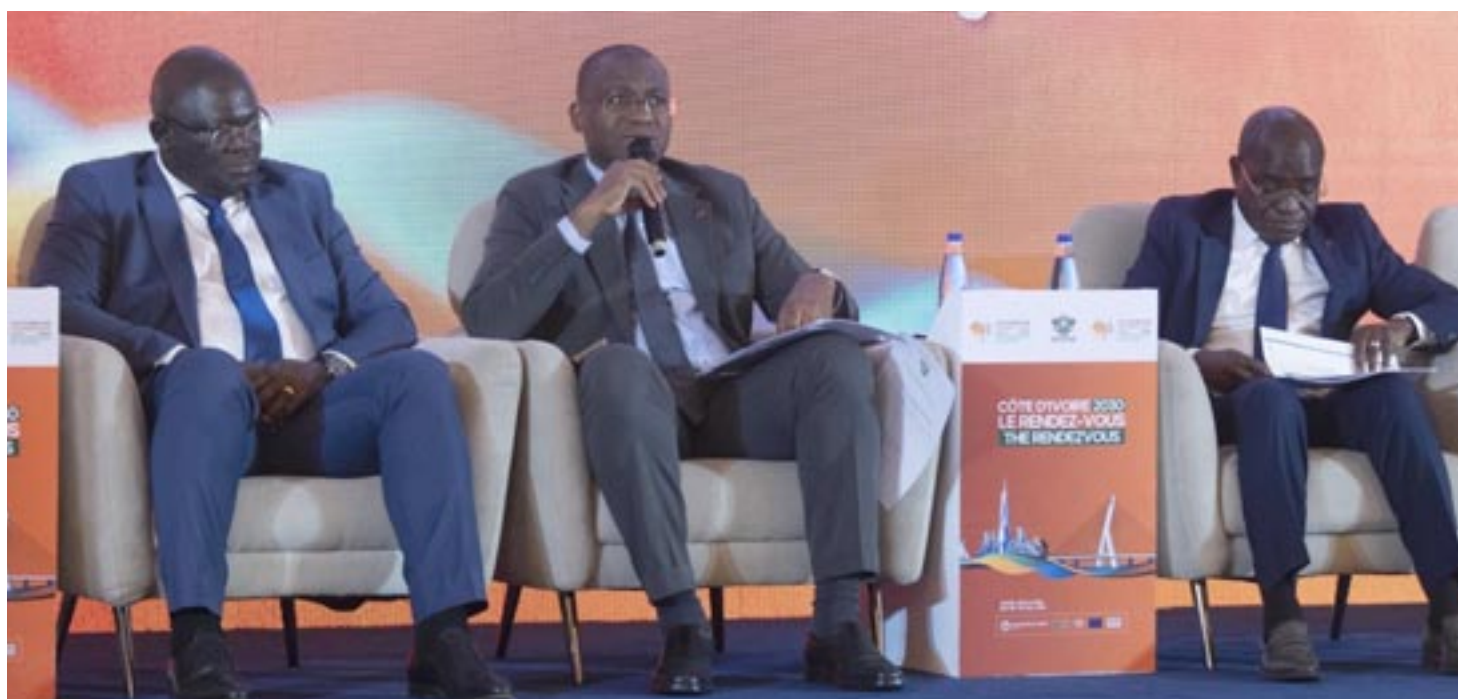
ÉLEVAGE d'Afrique **INFO**

Pour l'Élevage, la Pêche et les Chaînes de valeur

N°095 du Mardi 14 au Lundi 20 Juillet 2026 - Prix: 300 Fcfa **Hebdomadaire**

CÔTE D'IVOIRE / FINANCEMENT DU PND 2026-2030

Sidi Touré met en lumière les opportunités des secteurs animal et halieutique



Le Ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, a participé à un panel de haut niveau, aux côtés de ses collègues Bernard Kini Comoé (délégué chargé des Productions vivrières) et Ibrahim Kalil Konaté (Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat).

MALI

La rareté du bétail fait flamber le prix de la viande

Longtemps considéré comme l'un des grands pays d'élevage d'Afrique de l'Ouest, le Mali fait aujourd'hui face à une situation paradoxale. Malgré un important cheptel composé de millions de bovins, d'ovins et de caprins, la viande devient progressivement un produit de plus en plus coûteux pour les ménages.



À Bamako comme dans plusieurs villes de l'intérieur du pays, le kilogramme de viande de bœuf se vend désormais entre 4 500 et 5 000 FCFA, voire davantage selon les quartiers et la qualité du produit. Cette hausse continue des prix réduit le pouvoir d'achat des consommateurs et soulève des inquiétudes sur l'état de la filière pastorale. À l'origine de cette flambée se trouve la diminution du nom-

bre d'animaux destinés à l'abattage. L'insécurité persistante dans les principales zones d'élevage perturbe fortement les activités pastorales. Dans le centre et le nord du Mali, de nombreux éleveurs ont été contraints de modifier ou d'abandonner leurs itinéraires de transhumance en raison des attaques armées, des vols de bétail et des difficultés d'accès aux pâturages. Les restrictions de circulation sur plusieurs axes routiers ainsi que

l'augmentation des coûts de transport compliquent également l'acheminement des animaux vers les grands marchés à bétail. Cette baisse de l'offre se répercute directement sur les abattoirs et les bouchers. Selon des informations rapportées par Mali Tribune, l'Abattoir frigorifique de Sabalibougou-Courani enregistre une diminution d'environ 60 % de ses abattages quotidiens, conséquence directe des difficultés d'approvisionnement. Cette si-

tuation affecte l'ensemble de la chaîne de valeur, des éleveurs aux consommateurs, en passant par les transporteurs, les commerçants, les bouchers et les restaurateurs. Comme le veut la loi du marché, une offre en baisse face à une demande toujours soutenue entraîne une hausse des prix. La viande, aliment essentiel dans de nombreux foyers maliens, devient ainsi de moins en moins accessible, obligeant certaines familles à réduire leur consommation ou à se tourner vers des sources de protéines moins coûteuses. Au-delà de son impact sur le pouvoir d'achat, cette crise met en évidence la fragilité de l'économie pastorale malienne face aux défis sécuritaires. L'élevage constitue l'un des principaux secteurs économiques du pays et assure les revenus de millions de personnes. Lorsque les éleveurs ne peuvent plus accéder librement aux pâtu-

rages ou aux marchés, c'est toute l'économie qui en subit les conséquences. Les acteurs de la filière plaident depuis plusieurs années pour une meilleure sécurisation des couloirs de transhumance, la protection des marchés à bétail, le renforcement des infrastructures pastorales et un accompagnement accru des éleveurs. À défaut de solutions durables, les professionnels redoutent que la hausse actuelle des prix ne se poursuive. Derrière l'augmentation du prix de la viande se dessine en réalité une crise plus profonde, où les enjeux de sécurité, de production et d'approvisionnement sont désormais étroitement liés. Le défi pour le Mali sera de préserver son important potentiel d'élevage afin d'assurer durablement la sécurité alimentaire et les revenus des populations rurales, rapporter par bamada.net.

Par Aristide KOFFI

CÔTE D'IVOIRE-ÉGYPTES / COOPÉRATION SUD-SUD

Sidi Touré renforce le partenariat dans les ressources animales et l'aquaculture

Le Ministre ivoirien des Ressources animales et halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, a achevé une visite de travail de trois jours en Égypte, marquée par la signature de plusieurs accords de coopération destinés à renforcer les échanges entre les deux pays dans les domaines de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture.



Effectuée du 28 au 30 juin 2026, cette mission a permis au Ministre ivoirien de rencontrer son homologue égyptien chargé de l'Agriculture et de la Bonification des terres, Alaa Eddine Farouk, ainsi que les responsables de plusieurs institutions publiques et privées du secteur agricole.

Des accords pour renforcer la coopération bilatérale

Au cours de son séjour, Sidi Tiémoko Touré a signé un mémorandum d'entente avec l'Autorité égyptienne de protection et de développement des lacs et des pêches. Cet accord porte notamment sur le déve-

loppement de la production animale, la santé vétérinaire, la fabrication de vaccins et la formation des ressources humaines. Le ministre ivoirien a également distingué son homologue égyptien de l'Ordre du Mérite de l'Agriculture, un geste présenté comme un symbole du renforcement des relations entre Abidjan et Le Caire.

Séduire les investisseurs égyptiens

La délégation ivoirienne a éga-

lement échangé avec la Fédération des industries égyptiennes (FEI) afin de présenter les opportunités d'investissement offertes par la Côte d'Ivoire dans les secteurs des ressources animales et halieutiques. Les discussions ont porté sur le développement de l'aquaculture, les énergies renouvelables, notamment le solaire, ainsi que sur la mobilisation d'experts égyptiens pour accompagner les projets ivoiriens.

Le modèle de Ghalioun au cœur des échanges

La mission a conduit le ministre ivoirien dans la cité industrielle de Ghalioun, considérée comme l'un des principaux pôles aquacoles d'Égypte. La délégation y a visité un laboratoire de recherche certifié aux normes internationales, des unités de fabrication d'aliments pour poissons et crevettes, des installations de transformation et de surgélation, ainsi que des

bassins d'élevage et une éclosérie capable de produire plusieurs milliards d'alevins et de larves chaque année.

Vers une cité aquacole en Côte d'Ivoire

La visite s'est achevée par une rencontre avec le président de la Compagnie nationale de la pêche et de l'aquaculture (NCFA), au terme de laquelle un nouveau mémorandum a été signé. L'accord prévoit notamment l'accompagnement de la Côte d'Ivoire dans la mise en place d'un modèle inspiré de la cité industrielle de Ghalioun, le renforcement de la gouvernance du secteur, la formation des acteurs et la facilitation des partenariats entre les entreprises ivoiriennes et égyptiennes. À travers cette mission, Abidjan entend accélérer la modernisation de ses filières animales et halieutiques et attirer de nouveaux investissements pour renforcer sa souveraineté alimentaire et développer une industrie aquacole compétitive.

Source : MIRAH

CÔTE D'IVOIRE / CAMPAGNE GRATUITE DE VACCINATION

Plus de 15 000 têtes de bétail ciblées dans le Bounkani

Plus de 15 000 têtes de bétail sont concernées par une campagne gratuite de vaccination et de déparasitage lancée dans la région du Bounkani. Cette opération vise à renforcer la santé animale et à limiter la propagation des maladies au sein du cheptel. L'initiative s'inscrit dans le cadre du Projet d'appui aux communautés transfrontalières vulnérabilisées par l'insécurité et la fragilité dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo et du Bénin (ACTIF). Le projet est financé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, mis en œuvre par l'Association des éleveurs de bovins de la région du Bounkani (AEBRB) et supervisé par le ministère des

Ressources animales et halieutiques (MIRAH). La campagne est déployée en priorité dans les zones de forte concentration de bétail afin de prévenir l'apparition et la propagation des maladies animales contagieuses. Elle a également pour objectif de protéger le cheptel local contre les risques sanitaires liés aux mouvements transfrontaliers de bétail, notamment ceux des bovins en transhumance en provenance du Burkina Faso. Cette action préventive contribue à préserver la santé animale, à sécuriser les revenus des éleveurs et à renforcer la résilience des communautés pastorales face aux défis sanitaires dans les zones frontalières, d'après AIP.

Par Amy SANGARE



SÉNÉGAL

Des éleveurs appellent à des réformes dans l'élevage

Le président de l'Association nationale des éleveurs patriotes du Sénégal, Sékou Sow, a exhorté les autorités à engager des réformes structurelles afin de garantir la souveraineté du Sénégal en matière d'élevage.

À l'issue d'une tournée dans la région de Tambacounda, Sékou Sow, a livré une analyse de la situation de l'élevage dans l'est du pays. Tout en saluant les performances de cette région. Selon lui, les éleveurs de Tambacounda évoluent dans des conditions globalement plus favorables que ceux de plusieurs autres régions. Cette visite de terrain, menée auprès des acteurs de la filière, visait à identifier les défis auxquels ils sont confrontés et à proposer des solutions durables pour renforcer la production nationale. Le président estime que le Sénégal possède les ressources nécessaires pour atteindre l'autosuffisance dans le secteur de l'élevage. Toutefois, il juge indispensable de réorganiser la filière, d'améliorer son financement et de renforcer l'accompa-



gnement des éleveurs. Au cours de cette tournée, plusieurs préoccupations majeures ont été soulevées par les professionnels. Parmi elles figurent le manque de pâturages, les difficultés d'accès à l'eau, le coût élevé des aliments de bétail, le vol de bétail, les conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs, les défis liés à la modernisation des exploitations ainsi que les effets des importations sur la production locale. Face à cette situation, Sékou Sow plaide pour un renforcement de la sécurité dans les zones pastorales, notamment à travers l'intensification des patrouilles et l'application rigoureuse de la loi réprimant le vol de bétail. Il appelle également à la protection

des pâturages et des forêts classées afin de préserver les ressources alimentaires du cheptel et de réduire les tensions foncières entre agriculteurs et éleveurs. Le président de l'Association nationale des éleveurs patriotes du Sénégal met enfin en garde contre les répercussions économiques de ces difficultés. Selon lui, la baisse de la production contribue à la raréfaction du lait et à la hausse continue des prix de la viande. Sans mesures rapides et efficaces, prévient-il, la consommation de viande pourrait devenir inaccessible à une partie importante de la population sénégalaise.

Par Déborah. S
et seneweb

NIGÉRIA

Une centaine d'éleveurs formés aux techniques modernes de production

Une centaine d'éleveurs du Nigéria ont été formés récemment au développement commercial, aux techniques de production modernes et à la gestion financière.

Cette session de renforcement de capacités est une initiative du projet de soutien à la productivité et à la résilience du cheptel (L-PRES), en partenariat avec le gouvernement de l'État de Borno. En provenance des trois districts sénatoriaux de Borno, ils ont suivi à Maiduguri un programme intensif de renforcement des capacités visant à leur fournir des connaissances pratiques pour améliorer leur productivité, gérer efficacement leurs entreprises et se positionner pour une croissance à long terme. Selon le coordinateur de l'État de Borno pour le programme L-PRES, Makinta Ali, ce programme visait à combler le manque de connaissances commerciales chez les éleveurs, soulignant qu'une croissance durable des entreprises exigeait plus qu'un simple accès à des subventions ou à des prêts. Il a précisé que les participants sont formés pour comprendre la planification d'entreprise, évaluer la dynamique du marché, identifier les risques et élaborer des stratégies qui leur permettront de bâtir des entreprises d'élevage rentables et résilientes. Il a expliqué que cette initiative vise également à renforcer les compétences en gestion d'entreprise des participants afin de les aider à développer leurs activités tout en améliorant la production animale globale de l'État. M. Makinta a exhorté les bénéficiaires à mettre en pratique les connaissances acquises lors de la formation, soulignant qu'une gestion saine des entreprises et l'adoption de pratiques modernes d'élevage restent essentielles pour parvenir à une croissance durable dans le secteur. Représentant le coordonnateur national du programme L-PRES, la consultante nationale du projet en matière de chaîne de valeur, Ronke Akanni, a décrit le programme comme une opportunité de transformation pour les agriculteurs sélectionnés. Elle a indiqué que le projet accorde une priorité élevée au soutien des petites et moyennes entreprises d'élevage en aidant les bénéficiaires à développer des entreprises viables, à accéder au financement et à étendre leurs activités.

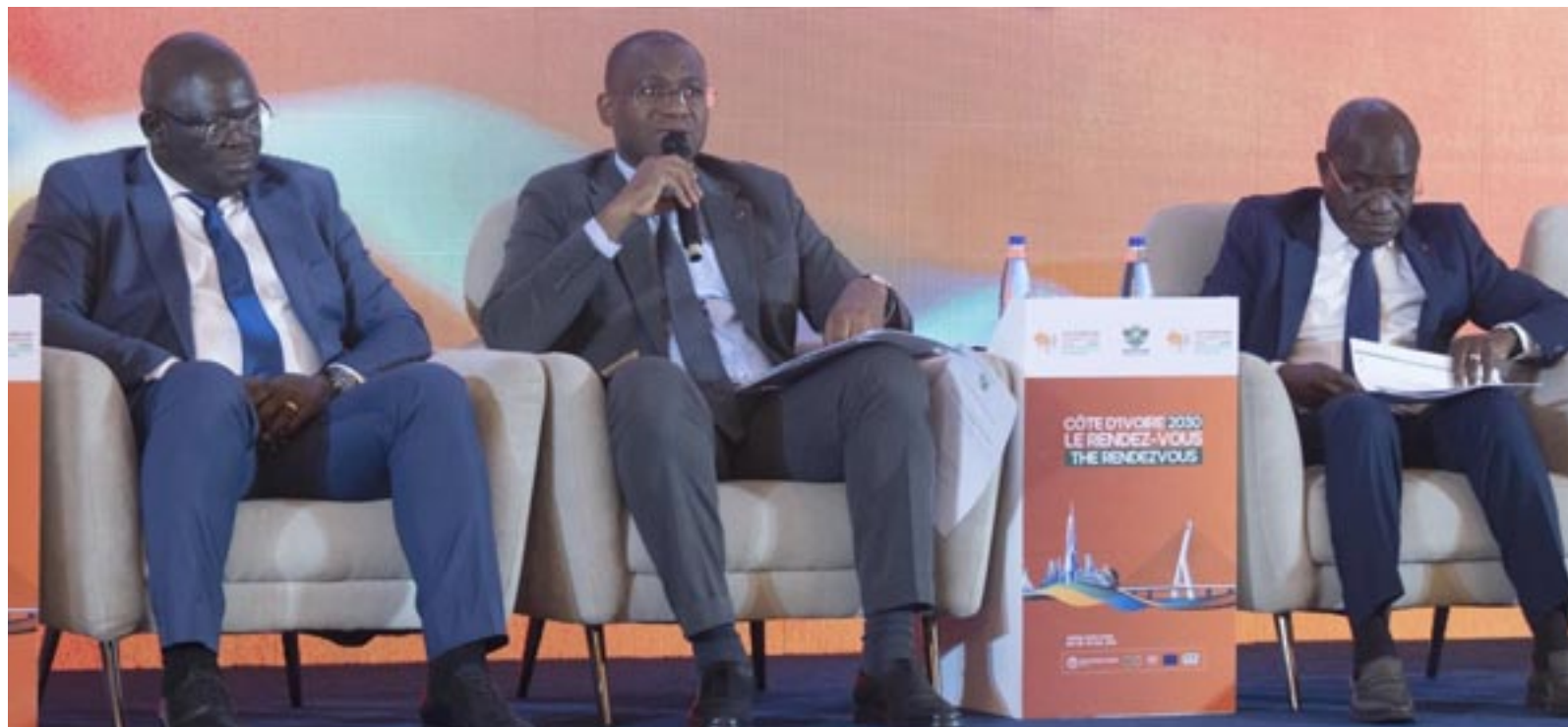
Par MYNA

CÔTE D'IVOIRE / FINANCEMENT DU PND 2026-2030

Sidi Touré met en lumière les opportunités des secteurs animal et halieutique

Le Ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, a participé à un panel de haut niveau, aux côtés de ses collègues Bernard Kini Comoé (délégué chargé des Productions vivrières) et Ibrahim Kalil Konaté (Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat).

C'était dans le cadre des assises du Groupe Consultatif pour le financement du Plan National de Développement (PND) 2026-2030, tenues les 8 et 9 juillet 2026, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Placée sous le thème « *Accroissement de la productivité agricole, développement des chaînes de valeur et transformation agricole* », cette rencontre internationale a mobilisé des engagements financiers d'un montant global de 47 820 milliards de FCFA. Un plébiscite des bailleurs qui confirme la trajectoire de croissance de la



mal et halieutique. Il a rappelé les ambitions de ces secteurs à l'horizon 2030 en mettant en évidence les principales

tissement et de croissance de ces filières. En tous cas, l'occasion des assises du Groupe Consultatif pour le financement du PND 2026-2030 était une belle opportunité pour M. Touré de réaffirmer sa vision pour le développement du secteur des ressources animales et halieutiques à l'horizon 2030.

Fort engagement du gouvernement

Lors du panel, le Ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques a réaffirmé l'engagement du gouvernement ivoirien à développer des chaînes de valeur compétitives grâce à des investissements dans l'amélioration génétique, la production de protéines animales et le renforcement des Centres d'application spécialisés (CAS). Des actions qui

vont contribuer à accroître la production nationale, à créer des emplois durables et à offrir davantage d'opportunités aux jeunes et aux femmes. Avant le Panel qu'il a animé avec certains de ses collègues, Sidi Touré avait pris part, mercredi 8 juillet 2026, à la cérémonie officielle d'ouverture du Groupe consultatif pour le financement du Plan National de Développement (PND) 2026-2030 à Cocody. Cette cérémonie était présidée par le Vice-Président de la République, Tiémoko Meyliet Koné, représentant le Président de la République Alassane Ouattara. La rencontre a également réuni le Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense, Birahima Ouattara, les membres du gouvernement ainsi que les partenaires techniques et financiers. Le Plan National de

Développement 2026-2030, principal référentiel de la politique économique et sociale du pays, repose sur six piliers stratégiques: la paix, la sécurité et la stabilité; l'agriculture et l'agro-industrie; le développement du secteur privé et l'industrialisation; le capital humain; les infrastructures; et la bonne gouvernance. Structuré autour de six axes stratégiques, ce plan prévoit un volume global d'investissements de 114 840 milliards de FCFA, dont près de 70 % seront portés par le secteur privé. Il traduit la volonté du gouvernement ivoirien d'accélérer la transformation structurelle de l'économie nationale, de renforcer la compétitivité du pays et d'améliorer durablement les conditions de vie des populations.

Par André SELFOUR



Côte d'Ivoire. De fait, Abidjan a obtenu des investissements publics internationaux quatre fois plus élevés que prévu pour financer son Plan national de développement (PND) d'ici à 2030. Ces travaux du Groupe Consultatif pour le financement du Plan National de Développement (PND) 2026-2030 ont permis aux membres du gouvernement ivoirien d'échanger avec les partenaires techniques et financiers ainsi qu'avec le secteur privé sur les perspectives de développement de l'Agriculture ivoirienne. Intervenant au cours de ce panel, le Ministre Sidi Touré a mis en lumière les nombreuses opportunités qu'offrent les secteurs ani-

opportunités d'investissement. Les objectifs visés reposent sur une production de 329 000 tonnes pour la filière avicole, 177 000 tonnes pour la filière bovine ainsi que 149 000 tonnes de poissons. Des objectifs qui traduisent le potentiel considérable des secteurs animal et halieutiques et ouvrent de réelles perspectives d'investissement pour le secteur privé. Ils contribueront à stimuler une croissance économique durable, à renforcer la sécurité alimentaire, à créer des milliers d'emplois et à générer d'importantes retombées économiques au bénéfice de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur. Ceci illustre l'immense potentiel d'inves-



ÉLEVAGE EN AFRIQUE

La FAO alerte sur les zones pastorales les plus exposées à la sécheresse

Alors qu'un nouvel épisode El Niño pourrait se former dans les prochaines semaines, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) met en garde contre des risques élevés pour les cultures, les pâturages, le bétail et les moyens d'existence des communautés rurales. L'Afrique, en particulier le Sahel et l'Afrique australe, figure parmi les régions les plus vulnérables.



Un nouvel épisode El Niño est en formation et pourrait, dans les prochains mois, fragiliser davantage les systèmes agricoles et pastoraux déjà soumis à la pression du changement climatique, des conflits et de l'insécurité alimentaire. Selon une nouvelle analyse de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, les risques de sécheresse liés à El Niño sont particulièrement élevés dans plusieurs régions du monde, notamment le Sahel, l'Afrique australe, l'Asie du Sud et du Sud-Est, le Corridor sec d'Amérique centrale et les Caraïbes. À partir de 41 années d'images satellitaires issues de son Système d'indice de stress agricole, la FAO a cartographié les zones où les cultures et les pâturages sont les plus susceptibles d'être touchés par une sécheresse lors des épisodes El Niño forts ou très forts. Dans certaines zones agricoles et pastorales, la probabilité de sécheresse dépasse 50 %.

Une menace directe pour les agriculteurs et les éleveurs

Pour les communautés rurales, El Niño n'est pas seulement un phénomène climatique. Il peut se traduire par des récoltes perdues, des pâturages dégradés, des points d'eau asséchés, une baisse de la production animale et une augmentation de la mortalité du bétail. Dans les systèmes pastoraux et agropastoraux africains, le bétail représente souvent l'épargne, le revenu, la sécurité alimentaire et le statut social des ménages. Lorsque la sécheresse réduit les pâturages et l'accès à l'eau, les familles peuvent perdre progressivement leurs animaux, puis leurs moyens de subsistance. La

FAO rappelle que les impacts de la sécheresse sur l'agriculture touchent principalement les pays à revenu faible et intermédiaire, où les capacités de réponse sont souvent limitées. Dans ces contextes, une sécheresse modérée peut rapidement devenir une crise alimentaire, économique et sanitaire.

Le Sahel et l'Afrique australe en première ligne

En Afrique de l'Ouest et au Sahel, les cartes de la FAO indiquent un risque important de sécheresse agricole dans une large bande allant du Sénégal et du sud de la Mauritanie vers la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigeria, avec une extension vers l'Éthiopie et le Soudan. Cette alerte intervient dans un contexte déjà préoccupant. L'insécurité alimentaire s'est aggravée depuis plusieurs années dans le Sahel, tandis que les conflits, les déplacements de populations et les contraintes d'accès humanitaire compliquent la protection des communautés vulnérables. En Afrique australe, le

signal est encore plus marqué. La région a récemment connu l'une des pires sécheresses de son histoire récente, avec de lourdes conséquences sur les cultures, les pâturages, les systèmes d'eau et les troupeaux. La FAO estime que de vastes zones de la Namibie et du Botswana, ainsi que certaines parties de l'Angola, de la Zambie, du Zimbabwe, de l'Afrique du Sud, du Mozambique et de Madagascar, pourraient être fortement exposées. Pour les éleveurs, la dégradation des pâturages peut provoquer des mouvements inhabituels d'animaux, accroître la pression sur les ressources naturelles et favoriser les conflits d'usage autour de l'eau et des terres. Elle peut aussi affaiblir les animaux, réduire leur productivité et augmenter leur vulnérabilité aux maladies.

Une alerte One Health

Cette situation appelle une réponse intégrée. La sécheresse ne concerne pas uniquement la production végétale. Elle influence aussi la santé animale, la nutrition humaine, les mouvements de populations et d'animaux, la dis-

ponibilité de l'eau, la sécurité sanitaire des aliments et les équilibres environnementaux. Dans une perspective One Health, les systèmes d'alerte précoce doivent donc associer les services météorologiques, les ministères de l'agriculture, les services vétérinaires, les dispositifs de surveillance des maladies animales, les acteurs humanitaires et les réseaux communautaires. Lorsque les informations climatiques arrivent à temps, les agriculteurs peuvent adapter leurs calendriers de plantation, choisir des variétés plus résistantes à la sécheresse ou sécuriser des semences adaptées. De leur côté, les éleveurs peuvent stocker du fourrage, mieux planifier les mouvements de troupeaux, identifier des points d'eau alternatifs et protéger les animaux les plus vulnérables.

Agir avant que la crise ne s'installe

La FAO et le Programme alimentaire mondial ont lancé un appel conjoint de 202 millions de dollars afin de protéger 8,8 millions de personnes dans 22 pays à

haut risque. L'objectif est de financer des actions anticipées avant que les sécheresses, les inondations ou les tempêtes ne provoquent des pertes irréversibles. Ces interventions peuvent inclure des transferts monétaires anticipés, la distribution de semences adaptées, l'appui en alimentation animale, la sécurisation de l'eau, le renforcement des systèmes d'alerte précoce et l'appui direct aux agriculteurs et aux pasteurs. L'expérience montre que l'action précoce peut limiter les pertes. Lors du précédent épisode El Niño en Afrique australe, des interventions anticipées ont permis de soutenir plus de deux millions de personnes dans sept pays, notamment à travers la fourniture de semences, l'appui à l'élevage et l'amélioration des prévisions.

Une carte pour mieux cibler les interventions

L'un des apports majeurs de l'analyse de la FAO est sa précision. Dans certaines zones, l'évaluation du risque peut être affinée jusqu'à l'échelle d'un kilomètre carré. Cette précision permet aux gouvernements et aux partenaires de mieux cibler les zones prioritaires, au lieu de disperser les ressources. Pour les pays africains, cette approche constitue une opportunité importante : renforcer les systèmes nationaux d'information climatique, les relier aux services agricoles et vétérinaires, et faire parvenir les alertes jusqu'aux producteurs avant qu'il ne soit trop tard. El Niño est en train de se former. Les zones à risque sont désormais mieux identifiées. La priorité est claire : transformer les cartes d'alerte en décisions rapides, en appui concret aux agriculteurs et aux éleveurs, et en protection des moyens d'existence des communautés les plus exposées.

Source : Africavet

Pour joindre *Élevage d'Afrique*
appelez aux numéros suivants:

(+ 225) 27 22 23 87 66 - (+ 225) 07 07 87 98 43
(+ 225) 05 06 91 97 36 - (+ 225) 01 52 83 72 72

ÉLEVAGE
d'Afrique **INFO**

POUR MODERNISER SA FILIÈRE AVICOLE

Le Ghana explore des pistes de coopération avec l'Égypte

Le Ghana explore une coopération avec l'Égypte pour bénéficier de son expertise dans la filière avicole.

Les deux parties ont engagé des discussions autour d'une possible coopération dans la production de volailles et la fabrication d'aliments pour animaux, à l'issue d'une rencontre qui s'est tenue le mardi 7 juillet à Accra entre le ministère du Commerce, de l'Agribusiness et de l'Industrie et Wael Fathy Ahmed, ambassadeur égyptien dans le pays. Selon agence ecofin, à ce stade, aucune annonce d'investissement égyptien précis ni d'accord spécifique dans l'aviculture n'a toutefois été faite. Il convient de noter que l'Égypte dispose de l'une des industries avicoles les plus développées du continent africain. Le pays s'impose en effet comme le premier producteur africain de viande de poulet avec près de 2,59 millions de tonnes en 2024, selon les estimations de la FAO. Cette ouverture à une coopération avec l'Égypte intervient alors que le Ghana cherche à relancer une



industrie avicole qui peine à retrouver son niveau de production d'antan. Dans les années 1980 et 1990, le pays parvenait à couvrir jusqu'à 80 % de ses besoins en viande de poulet grâce à sa production locale. Depuis, la filière a enregistré un net recul sous l'effet de plusieurs contraintes, notamment le coût élevé des aliments pour animaux, l'insuffisance de poussins d'un jour disponibles localement et le manque d'infrastructures adaptées, comme les couvoirs, les unités de transformation et les installations de chaîne du froid. Selon les données du Département américain de l'Agriculture

(USDA), le Ghana a produit environ 60 000 tonnes de viande de poulet en 2023, soit près de 18 % d'une consommation nationale estimée à 330 000 tonnes cette année-là. Face à cette situation, le ministère ghanéen de l'Agriculture travaille depuis le début de l'année 2026 à l'élaboration d'un plan directeur pour le développement de l'aviculture. Cette feuille de route doit notamment permettre d'améliorer la compétitivité du secteur, d'orienter les investissements publics et privés et de réduire la dépendance du pays aux approvisionnements extérieurs. En attendant que l'industrie

ghanéenne renforce ses capacités de production pour mieux couvrir la demande locale, le pays constitue aussi un débouché potentiel pour les acteurs égyptiens de la filière avicole. En janvier 2026, l'Union générale des producteurs de volaille égyptiens affirmait que le pays des pharaons avait atteint l'autosuffisance et affiche un excédent de production de 20 % par rapport à sa consommation nationale. Selon les données officielles, l'industrie avicole égyptienne affiche actuellement

une production quotidienne de 4,8 millions de poulets et 1,5 million de plateaux d'œufs. Dans ce contexte, l'organisation travaille à l'ouverture de nouveaux marchés d'exportation à travers le monde pour écouler une partie de ce surplus de production annoncé. Une coopération avec Accra pourrait ainsi offrir des opportunités aux entreprises égyptiennes tout en renforçant leur présence en Afrique de l'Ouest.

**Par Déborah. S
et agence ecofin**

PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La FAO distingue le village d'Assempanayé pour ses efforts

Le chef du village d'Assempanayé (District du Zanzan), Nanan Koffi N'Gouan, s'est réjoui de la distinction décernée à sa localité par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en reconnaissance de ses efforts en matière de préservation des ressources naturelles et de promotion du développement durable. « *Je suis vraiment très heureux que la FAO ait reconnu les efforts de notre village. Cette distinction nous encourage à poursuivre nos actions de protection de la forêt, mais également à œuvrer en faveur de la sécurité alimentaire* », a déclaré Nanan Koffi N'Gouan dans un entretien accordé à l'AIP. La FAO, en collaboration avec le gouvernement ivoirien, a remis des certificats à 14 villages dont Assempanayé, pour leurs modèles de développement durable, lors d'une cérémonie organisée mercredi 1er juillet 2026 à Abidjan. Les 14 villages distingués, situés pour la plupart dans l'Est de la Côte d'Ivoire, sont Ebilassokro, Kirifi, Zaranou, Adaou, Aboutoukro, Ebimolokro, Béhoué, Zaïpobly, Liably, Amanvi, Soko, Assempanayé, Aniassué et Appouéba. Développée dans le cadre de l'initiative FAO MuNe (Musée et Réseau de l'alimentation et de l'agriculture), cette démarche, soutenue par le directeur général de la FAO, Qu Dongyu, à l'occasion de la célébration du 80^e anniversaire de l'Organisation, vise à reconnaître les villages qui incarnent la résilience, l'innovation et la richesse du patrimoine culturel. Elle met également en lumière leur contribution au rapprochement entre les savoirs traditionnels et les solutions modernes en matière de développement durable. Selon le chef du village d'Assempanayé, cette reconnaissance est le fruit des efforts collectifs consentis par les populations pour préserver leur environnement. « *Notre village a été sélectionné parce que nous avons réussi à préserver une partie importante de la forêt. C'est grâce à cet engagement collectif que nous avons été distingués* », a-t-il expliqué. Nanan Koffi N'Gouan, ancien tambour-major de la musique de la Garde républicaine, a indiqué que cette distinction constitue une responsabilité supplémentaire pour sa communauté. Le village d'Assempanayé est situé dans la sous-préfecture de Tankessé (département de Koun-Fao, région du Gontougo).

Source : AIP



TCHAD

Le Ministre de l'Élevage remet des équipements à des services vétérinaires

Le Ministre Tchadien de l'Élevage et de la Production Animale, Pr Abderahim Awat Atteib, a procédé, vendredi 10 juillet 2026, à la remise officielle de matériels, d'équipements, de vaccins et de produits vétérinaires à la Direction Générale des Services Vétérinaires. L'acquisition de ces équipements, notamment de la chaîne de froid, ainsi que des vaccins et produits vétérinaires, financée par le Budget Général de l'État au profit des services vétérinaires, traduit la volonté politique du Maréchal Mahamat Idriss Deby ITno, Président de la République, Chef de l'État, de faire du secteur de l'élevage un levier stratégique de croissance économique, de sécurité alimentaire et de création d'emplois. Pour le Ministre de l'Élevage et de la Production Animale du Tchad, l'ensemble de ces équipements et produits vétérinaires permettra de renforcer les campagnes



nationales de vaccination, d'améliorer la surveillance épidémiologique et d'accroître les capacités opérationnelles des services vétérinaires sur l'ensemble du territoire national. En remerciant les plus hautes autorités, Pr Abderahim Awat Atteib a également exprimé sa gratitude au Ministère des Finances, du Budget, de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale, dont l'appui a permis la mobilisation des ressources nécessaires à ces acquisitions. Cette collaboration témoigne de l'en-

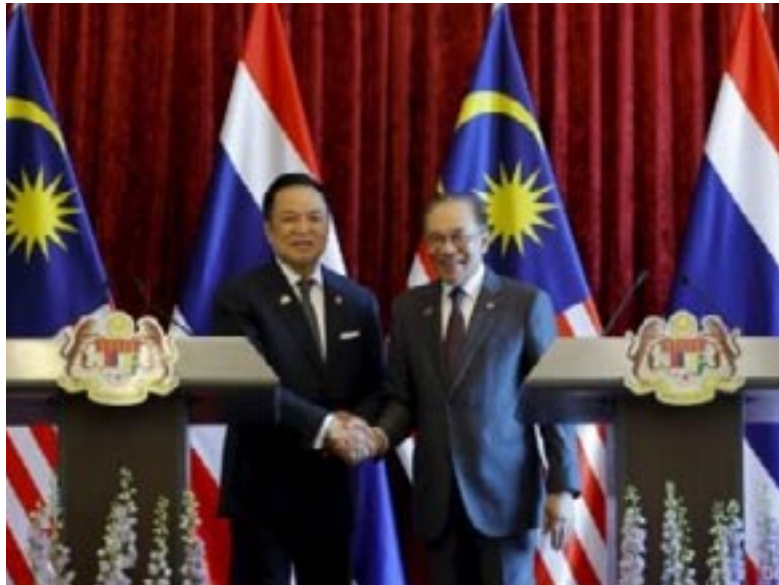
gagement du Gouvernement à investir durablement dans un secteur essentiel au développement économique du pays. Tout en saluant l'engagement quotidien des agents des services vétérinaires tchadiens, le Chef du Département de l'Élevage a invité les responsables à assurer une gestion rigoureuse, transparente et efficiente de ces équipements, afin qu'ils profitent pleinement à la communauté pastorale et contribuent à l'amélioration de la santé animale.

Par MYNA

PRÉOCCUPATIONS SUR LA PÊCHE

La Malaisie et la Thaïlande s'accordent

La Malaisie et la Thaïlande ont résolu les problèmes en suspens liés à l'accès au marché des produits de la pêche et ont convenu de mettre en vigueur un mémorandum d'entente (MOU) sur la coopération agricole dans un délai d'une semaine.



Le protocole d'accord a été conclu jeudi 8 mai 2026, à l'occasion de la visite officielle du Premier ministre thaïlandais Anutin Charnvirakul en Malaisie. Le Premier ministre Datuk Seri Anwar Ibrahim et M. Anutin ont assisté à l'échange du protocole d'accord entre le ministre de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, Datuk Seri Mohamad Sabu, et son homologue thaïlandais, Suriya Juangroongruangkit. Lors de la conférence de presse conjointe, M. Anwar a déclaré que cet ac-

cord reflétait l'engagement des deux pays à renforcer la sécurité alimentaire et à développer le commerce bilatéral. « Nous avons réglé ce différend relatif à la pêche grâce à l'engagement des deux ministres. La Thaïlande souhaitait que le mé-

morandum entre en vigueur dans un délai d'un mois et demi, et nous avons convenu qu'il entrerait en vigueur dans une semaine », a-t-il déclaré. Le Premier ministre thaïlandais a également salué cette initiative, affirmant que la sécurité

alimentaire était un point essentiel des discussions. « En matière de sécurité alimentaire, nous saluons la réunion entre nos ministres de l'Agriculture visant à trouver des solutions à l'amiable, réunion que nous venons de conclure concernant les dossiers en suspens relatifs à l'accès au marché des produits de la pêche et de l'agriculture », a-t-il affirmé. Par ailleurs, dans un communiqué, le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire a déclaré que le protocole d'accord offrait un cadre global de coopération dans des domaines stratégiques, notamment la production végétale, l'élevage, la pêche, la facilitation du commerce et la commercialisation des produits agricoles. L'accord couvre également la recherche et le développement, le renforcement des capacités, la biosécurité, les mesures sanitaires et phytosanitaires, ainsi

que d'autres domaines d'intérêt commun. Le ministère a déclaré que ce cadre renforcerait la communication et la coordination entre les autorités compétentes grâce à un mécanisme plus structuré, transparent et continu, permettant ainsi de traiter les questions agricoles et agroalimentaires plus rapidement, plus efficacement et de manière plus proactive. « Les deux dirigeants ont également tenu des entretiens bilatéraux la semaine dernière, axés sur le développement de la coopération dans les domaines du commerce, des investissements, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des questions régionales et internationales d'intérêt commun », a-t-on indiqué. Le 1er juin 2026, la Malaisie a renforcé les contrôles à l'importation des produits de la pêche thaïlandais en exigeant des certificats d'analyse pour le barramundi et en imposant une restriction temporaire à l'importation de cinq espèces de crevettes spécifiques.

MYNA avec
heedgemalaysia.com

ÉLEVAGE

L'UE adopte une toute première stratégie pour renforcer la résilience du secteur

La Commission européenne a adopté sa première stratégie pour l'élevage, définissant une vision à long terme visant à maintenir la force et la résilience du secteur de l'élevage en Europe tout en relevant les défis économiques, environnementaux et commerciaux. La stratégie définit cinq priorités : la résilience face aux crises, la compétitivité au sein de l'UE et à l'échelle mondiale, la durabilité, le soutien à tous les types d'exploitations agricoles et à toutes les régions, et l'excellence de la production.

Elle s'accompagne d'un plan d'action pour les protéines visant à réduire la dépendance de l'Europe aux importations de protéines, avec pour objectif de porter la part des protéines produites dans l'UE à partir d'oléagineux et de cultures protéagineuses de 25 % à 35 % d'ici à 2035. En matière de bien-être animal, la stratégie propose des révisions ciblées pour les poules pondeuses, les poulets de chair et les porcs, assorties de périodes de transition et d'un soutien financier. La Commission

a indiqué qu'elle œuvrerait à une meilleure harmonisation des normes de production internationales, conformément aux obligations de l'Organisation mondiale du commerce. Pour soutenir la compétitivité, la Commission a déclaré qu'elle étudierait l'accès au financement pour la transition vers des systèmes d'élevage sans cage, renforcerait la diplomatie agroalimentaire pour ouvrir de nouveaux marchés et développerait un programme d'excellence européen pour mieux reconnaître les normes de production plus

élevées. L'élevage représente environ 40 % de la valeur ajoutée agricole de l'UE et génère un chiffre d'affaires annuel de 400 milliards d'euros, employant environ sept millions de personnes dans quatre millions d'exploitations agricoles à travers l'Europe, souvent dans des régions où les opportunités économiques sont rares. Cette stratégie s'appuie sur plus d'un an de dialogue avec les États membres, les agriculteurs, les représentants de l'industrie et la société civile.

Source : thepigsite

COOPÉRATION AGRICOLE

Le Maroc reprend les importations de moutons d'Espagne et d'Europe

Le Maroc pourrait bientôt rouvrir son marché aux importations de moutons européens, notamment en provenance d'Espagne, après plusieurs mois de suspension. Cette mesure, actuellement à l'étude par le ministère de l'Agriculture, vise à stabiliser les prix de la viande ovine tout en poursuivant la reconstitution du cheptel national. Les coûts de production demeurent élevés, en particulier ceux liés à l'alimentation animale, malgré une amélioration des conditions climatiques et les efforts engagés dans le cadre du programme royal de reconstitution du cheptel. L'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA) aurait déjà donné son accord de principe pour la reprise des importations. Les autorités travaillent désormais à définir les modalités d'exonération des droits de douane afin de faciliter l'approvisionnement du marché sans compromettre le développement de la production locale. Au-delà de cette réponse immédiate, les pouvoirs publics souhaitent moderniser durablement la filière ovine. Des experts soulignent le manque d'accompagnement technique des éleveurs, notamment en matière d'alimentation, de gestion des troupeaux et de prévention sanitaire. Ils estiment qu'un meilleur recours aux vétérinaires, ingénieurs agronomes et consultants spécialisés permettrait d'améliorer la productivité, de réduire les coûts et de renforcer la rentabilité des exploitations. Si les importations devaient contribuer à soulager le marché à court terme, les spécialistes rappellent que l'avenir de la filière dépend avant tout de la modernisation des pratiques d'élevage et d'un meilleur accompagnement des producteurs.

Par Déborah SANZAN

ÉLEVAGE
d'Afrique INFO

SOCIÉTÉ EDITRICE:
MOAHE COMMUNICATION
Tel.: +225 27 22 23 87 66
Cel.: +225 05 06 91 97 36

moahcommunication@gmail.com

SIÈGE SOCIAL:
Abidjan Cocody Angré 7è
Tranche ilot M 1001 logements

GÉRANT & DIRECTEUR
DE PUBLICATION:
Charles Lambert TRA BI
+225 07 07 87 98 43
+225 01 01 04 50 00

DIRECTEUR
DES RÉDACTIONS:
OUATTARA Dit Vali
+225 07 07 20 44 47

RÉDACTEUR EN CHEF:
André SELFOUR
+225 07 77 00 77 16

SERVICE COMMERCIAL:
+225 01 52 83 72 72

MAQUETTISTE:
Consty HENNEKA
hennekaco@gmail.com

RÉCÉPISSÉ DU PROCUREUR
DE LA RÉPUBLIQUE:
N° 021 du 1er août 2024

TIRAGE: 1500 exemplaires

IMPRESSION:
HOODA GRAPHICS



MIRAH
Ministère des Ressources
Animales et Halieutiques



PROJET DE DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEUR COMPETITIVES DE L'AQUACULTURE ET DE LA PECHE DURABLE (ProDeCAP/Economie Bleue)

NOTRE VISION

Construire un secteur halieutique moderne,
compétitif et durable, capable de :
Renforcer la production nationale
Réduire la dépendance aux importations
Créer des emplois
Garantir la sécurité alimentaire

Coût: 19 milliards

Durée: 5 ans